



FICHE PAYS – SEPTEMBRE 2022

# Maroc



## Points essentiels :

- Les relations économiques entre la Suisse et le Maroc s'inscrivent dans des conditions-cadres bilatérales complètes, comptant sur un accord de libre-échange (via l'AELE), un accord de protection des investissements et une convention contre les doubles impositions ;
- Le Maroc est le 3<sup>e</sup> marché d'exportations de la Suisse en Afrique (CHF 347 millions en 2021).
- La Suisse est un investisseur important au Maroc, avec une cinquantaine d'entreprises suisses présentes sur place qui emploient environ 9'000 personnes.
- Au cours des dernières années, le Maroc s'est distingué par le développement de son secteur financier et une diplomatie économique active tournée vers l'Afrique.

# 1. Informations sur le pays<sup>1</sup>

## 1.1 Informations générales

	Maroc	Suisse
Surface (km <sup>2</sup> )	446'550 (11x CH)	41'290
Monnaie	Dirham (MAD)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 07.09.2022)	10.82 MAD →	1 CHF
Population	35.6 millions (+1.1%)	8.5 millions (+0.8%)
Nombre de Suisses au Maroc	1'391 (2021)	--
Nombre de Marocains en Suisse	--	7'892 (juillet 2022)

## 1.2 Rankings<sup>2</sup>

	Maroc	Suisse
<a href="#">Index of Economic Freedom (2022)</a>	97/178 (-16)	2/178 (+2)
<a href="#">Corruption Perception Index (2021)</a>	87/180 (-1)	7/180 (-4)
<a href="#">Humain Development Index (2021)</a>	123/189 (-2)	1/189 (+1)
<a href="#">Global Innovation Index (2021)</a>	77/132 (-2)	1/132 (+0)

## 1.3 Composition du gouvernement

Chef de l'Etat (monarchie constitutionnelle)	Roi Mohammed VI (depuis 07.1999)
Premier Ministre	Aziz AKANNOUCH (depuis 10.2021)
Ministre de l'Economie et des finances	Nadia Fettah ALAOUI (depuis 10.2021)
Ministre de l'Industrie et du commerce	Ryad MEZZOUR (depuis 10.2021)
Ministre des Affaires étrangères	Nasser BOURITA (depuis 04.2017)
Ministre de l'Education et de la formation prof.	Chakib BENMOUSSA (depuis 10.2021)
Gouverneur de la Banque centrale	Abdellatif JOUAHRI (depuis 04.2003)
Prochaines élections (législatives, régionales, municipales)	Septembre 2026

<sup>1</sup> World Bank Data

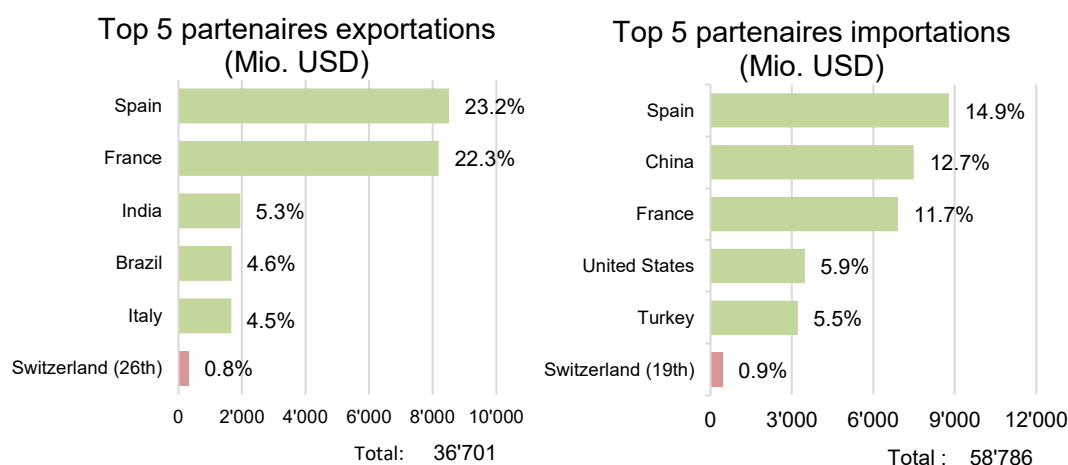
<sup>2</sup> Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

## 2. Statistiques économiques

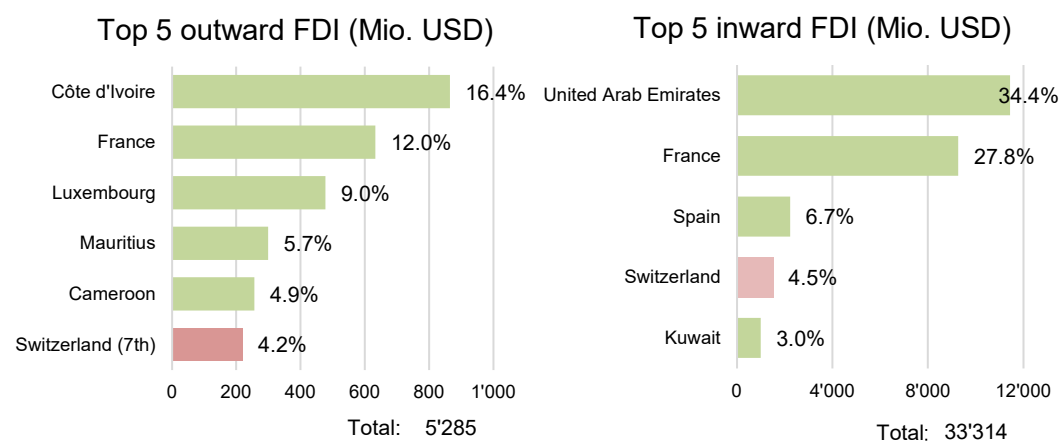
### Indicateurs macroéconomiques<sup>3</sup>

Maroc				
	2020	2021	2022	2023
<b>Croissance du PIB (%)</b>	-6.3	7.2	1.1	4.6
<b>PIB (USD Mrd.)</b>	115	131	133	143
<b>PIB/habitant (USD)</b>	3'191	3'620	3'628	3'861
<b>Inflation (%)</b>	0.6	1.4	4.4	2.2
<b>Chômage (%)</b>	12.2	11.9	11.7	11.1
<b>Solde budgétaire (% du BIP)</b>	-7.6	-6.5	-6.3	-6.2
<b>Dette publique (% du BIP)</b>	76.4	76.3	77.1	77.5
<b>Compte courant (% du BIP)</b>	-1.5	-2.9	-6.0	-3.9

### Commerce extérieur marocain 2021<sup>4</sup>



### Investissements directs étrangers (IDE) au Maroc 2020<sup>5</sup>



<sup>3</sup> IMF World Economic Outlook Data Base, April 2022. Cellules ombragées sont des estimations/projections.

<sup>4</sup> IMF, Direction of Trade Statistics (DOTS), September 2022

<sup>5</sup> Coordinated Direct Investment Survey (CDIS), December 2021

### 3. Situation économique<sup>6</sup>

#### 3.1 Structure de l'économie (% du PIB)<sup>7</sup>

Bien que l'économie marocaine soit de plus en plus diversifiée, elle reste néanmoins **dépendante de plusieurs piliers**: l'**agriculture**, le **tourisme**, les **transferts des marocains résidents à l'étranger** et les **exportations de phosphate**. En 2020, le **secteur primaire** (incluant la pêche) comptait pour **12%** du PIB, employant plus d'un tiers de la population active. Le **secteur secondaire**, lui, contribuait à hauteur de **25%** du PIB, employant plus de 20% de la population active. Le **secteur tertiaire (surtout le tourisme)** a contribué pour **50%** du PIB en 2020, employant plus de 40% de la population active. Un défi majeur pour l'économie marocaine reste **l'intégration de son économie informelle** qui s'élève à 31% du PIB selon la Banque centrale marocaine. Enfin, la **dépendance du Maroc aux importations de pétrole** (le Maroc importe environ 90% de ses besoins énergétiques) rend le pays vulnérable aux fluctuations du prix sur le marché international et explique en partie le déficit systématique de la balance commerciale. Les transferts des Marocains résidant à l'étrangers sont également une manne financière importante pour le pays.

Rang	Secteurs	2016	2020
1	Services	50%	50%
	- dont services publics	18%	18%
2	Industrie	26 %	25%
3	Agriculture	12 %	12%

#### 3.2 Politique économique

##### *Information générale*

Le Maroc peut être décrit comme une économie émergente avec une **politique économique libérale, caractérisée par grande ouverture vers l'extérieur**. Une **stratégie d'industrialisation dans les secteurs à forte valeur ajoutée a été développée** (industrie automobile, aéronautique, énergies renouvelables). Justement, sur le plan industriel, le Maroc est passé en 20 ans d'un pays à production « low cost » à un pays « best cost », avec l'ambition de positionner mondialement comme pays offrant la « best value ». L'économie marocaine jouit d'une politique économique rigoureuse et cohérente, conjuguée avec une diplomatie commerciale ferme et soutenue par une politique monétaire stricte. De ce fait, la récession de l'économie du pays se remet rapidement de la récession engendrée par la crise sanitaire.

En prévision de la forte croissance de la consommation intérieure d'énergie (estimée à +250% entre 2015 et 2030), le Maroc a mis en place une **politique de développement des énergies renouvelables pionnière dans la zone MENA**. Parmi les premiers pays de la région à avoir **éliminé les subventions sur les énergies fossiles**, le Maroc vise à augmenter la part d'énergies renouvelables de sa production de 40% en 2020 à 63% en 2030. Le **marché de l'électricité a notamment été ouvert à la compétition**, autorisant de ce fait aux entités privées de produire et commercialiser de l'électricité issue de sources renouvelables.

Le Maroc n'a pas échappé aux conséquences économiques de la crise sanitaire, surtout étant une économie tournée vers l'extérieur et un secteur touristique très actif. La pandémie de la covid-19 a mis en évidence les risques liés à la dépendance de l'Asie. Dans une stratégie post-covid, le Maroc aimerait saisir cette opportunité pour se positionner comme alternative aux pays asiatiques et accélérer sa transition en couloir industriel.

<sup>6</sup> Rapport économique 2021 de l'Ambassade suisse à Rabat.

<sup>7</sup> The World Bank Group, DataBank

---

### *Politique budgétaire/fiscale*

Dans le dessein de disposer de ressources financières nécessaires pour les réformes économiques et sociales, notamment la généralisation de la sécurité sociale, le Gouvernement a apporté des modifications à la politique fiscale du pays. En effet, la loi cadre portant réforme fiscale a été adoptée au mois de juillet 2021 et ses axes prioritaires ont été pris en considération dans la loi de finance de 2022. Cette dernière a élargi le champ d'application de la TVA, tout en réduisant le nombre de taux et en généralisant le droit au remboursement. Concernant l'impôt sur les sociétés, le taux sera progressivement unifié. Enfin, l'Etat poursuit le processus de dématérialisation des procédures à travers la modernisation et la digitalisation des services de l'administration fiscale.

---

### *Politique monétaire*

La Banque al-Maghrib (banque centrale) est responsable de la **politique monétaire** marocaine et a comme objectif principal la **stabilité des prix**. En théorie, la politique monétaire de la banque centrale est indépendante du gouvernement. Cela dit, **en pratique, le système de taux de change reste dans les mains du Ministère des Finances**. Actuellement, le Maroc applique un **système de taux de change fixe lié à un panier de devises (60% à l'euro, 40% au dollar américain)**. Cependant, le Maroc s'est fixé pour objectif de passer à un régime de taux de change flottant-pur à moyen/long-terme, considérant que le pays remplit les conditions pour se faire : réserve de changes, déficit maîtrisé, monnaie en ligne avec la valeur réelle et inflation sous contrôle. Pour ce faire, le gouvernement a décidé de procéder par plusieurs étapes transitoires en élargissant de plus en plus la marge de fluctuation du Dirham. Dans un contexte mondiale marqué par le resserrement des politiques monétaires, (guerre en Ukraine et détérioration des perspectives économiques) la Banque Centrale a décidé de garder le taux directeur inchangé à 1,5%. Contrairement aux tendances mondiales, cette décision de maintenir le même taux est justifiée, selon la Banque Centrale, par l'origine externe des pressions inflationnistes et les perspectives de retour à des niveaux d'inflation modérés en 2023.

---

### *Politique économique extérieure*

Le Maroc a déployé des **efforts diplomatiques considérables depuis 2016** pour chercher à diversifier ses relations économiques et commerciales, encore passablement dépendantes de l'Europe où s'écoule plus de 60% de ses exportations. Cette diversification et cette ouverture sont guidées par des intérêts économiques et surtout géopolitiques. La reconnaissance de la marocanité du Sahara par les Etats-Unis et la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël ont été déclencheurs de nouveaux partenariats stratégiques dans les secteurs de la défense, de l'industrie et de l'énergie. En outre, le Maroc accorde une importance particulière à l'Afrique où il se positionne comme premier investisseur en Afrique de l'Ouest et deuxième à l'échelle du continent. Par son **emplacement géographique stratégique** entre l'Afrique et l'Europe, son accès à l'Océan Atlantique et à la Méditerranée, le Maroc a consolidé sa place sur l'échiquier international, comme un hub pour les investissements et le commerce international, et surtout comme porte vers l'Afrique.

### **3.3 Conjoncture économique**

La pandémie du coronavirus a durement touché le Maroc et son économie devrait avoir **ralenti de -6.3% en 2020** selon les estimations du FMI. Après une belle reprise en 2021 avec une croissance de 7.2% selon le FMI, elle connaîtra une décélération en 2022 en raison principalement de la guerre en Ukraine. Alors que le FMI prévoit une croissance de 1.1% en 2022, la Banque Centrale du Maroc reste moins optimiste puisqu'elle prévoit une croissance de 0.7% seulement. Cette détérioration de la situation impacte également la dette publique, qui devrait être autour de 77% en 2022, contre 65% en 2019. Le **chômage gravite autour des 10%** depuis plusieurs années déjà. Il aurait atteint 12% en 2020. Les jeunes personnes de moins de 25 ans semblent les plus fortement touchées (près de 40%). Ses chiffres sont à relativiser en considération de **l'importance du secteur informel**. En raison du manque de perspectives pour les jeunes, beaucoup des plus qualifiés quittent le pays – ce qui est préoccupant sachant que plus de la moitié de la population a en dessous de 25 ans.

## 4. Relations économiques bilatérales

### 4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
<a href="#">Accord de libre-échange (ALE)</a>	En vigueur	01.07.1999
<a href="#">Accord contre la double-imposition (CDI)</a>	En vigueur	27.07.1995
<a href="#">Accord de protection des investissements (API)</a>	En vigueur	12.04.1991
<a href="#">Accord sur les services aériens</a>	En vigueur	23.06.2011

### 4.2 Présence institutionnelle

#### Au Maroc :

- [Chambre de Commerce Suisse au Maroc \(CCSM\)](#)

#### En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

### 4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)<sup>8</sup>



**654 millions**  
Commerce (CHF),  
Total 2

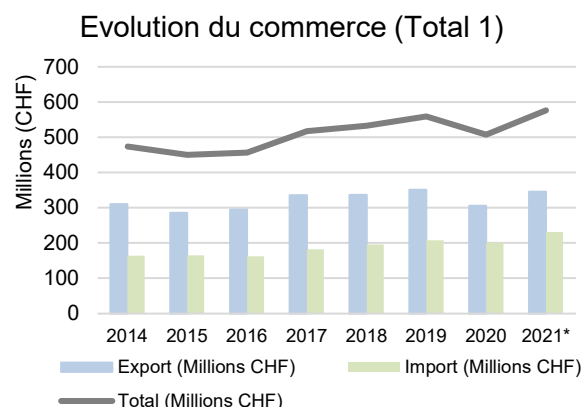
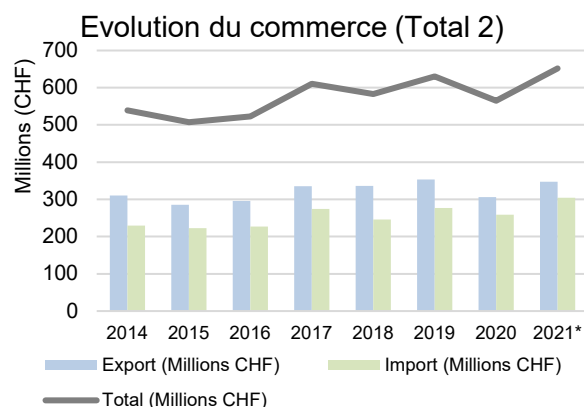


**0.1%**  
Part mondiale,  
Total 2



**Nr.68**  
Partenaire commercial,  
Total 2

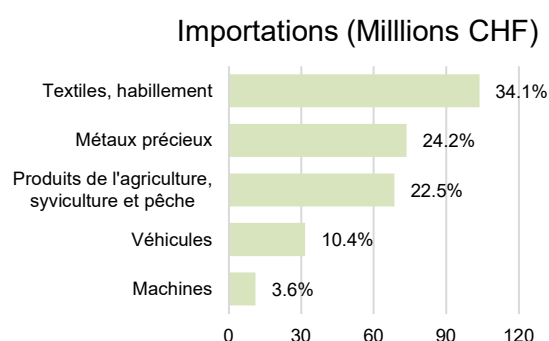
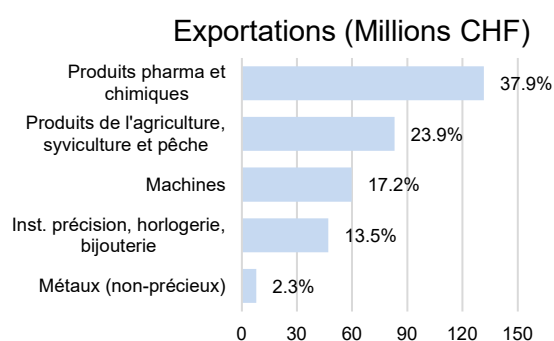
#### Evolution du commerce bilatéral



	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
<b>2019</b>	353.3	5.0	276.7	12.4	76.6	630.1	8.1
<b>2020</b>	306.3	-13.3	258.8	-6.5	47.5	565.1	-10.3
<b>2021</b>	347.4	13.4	307.4	18.8	40.1	654.8	15.9
<b>2022 (I-VII)</b>	262.8	23.0	250.6	32.3	12.2	513.5	27.4
<b>(Total 1)**</b>	<b>345.6</b>	<b>13.0</b>	<b>230.8</b>	<b>14.7</b>	<b>114.9</b>	<b>576.4</b>	<b>13.7</b>

\*\* Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

#### Composition du commerce bilatéral (2021, Total 2)



#### Commentaires

Selon les chiffres provisoires pour 2021, le volume des échanges commerciaux entre la Suisse et le Maroc s'est monté à CHF 654 millions en 2021. Le Maroc est ainsi le 2<sup>ème</sup> partenaire commercial de la Suisse en Afrique du Nord (juste après l'Egypte), le 8<sup>ème</sup> dans toute la région MENA et le 8<sup>ème</sup> sur le continent africain. La balance commerciale est relativement bien équilibrée et diversifiée entre les deux pays. Le commerce bilatéral du premier semestre 2022 est 27% plus élevé que pour la même période en 2021, poussé notamment par une augmentation importante des importations de véhicules routiers.

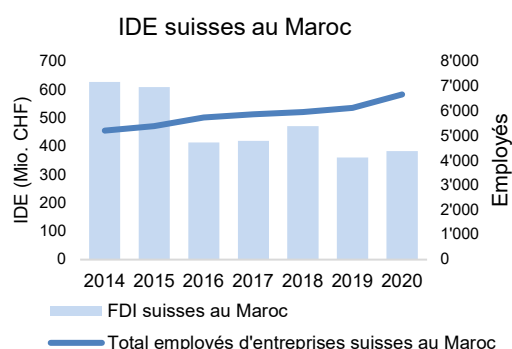
<sup>8</sup> Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

#### 4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)<sup>9</sup>

Les données pour le commerce des services entre la Suisse et le Maroc ne sont pas disponibles.

#### 4.5 Investissements directs (perspective suisse)<sup>10</sup>

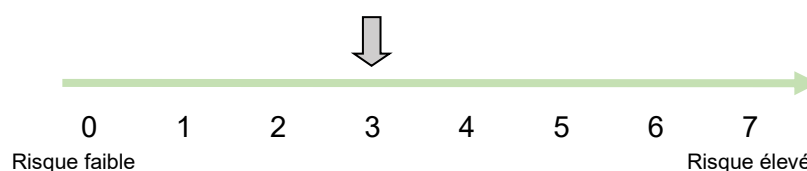
##### Investissements directs étrangers (IDE) (millions CHF)



#### Commentaires

Près d'une cinquantaine d'entreprises suisses sont présentes au Maroc, où elles y emploient environ 9'000 personnes selon les estimations de l'Ambassade suisse au Maroc (un peu de plus de 6'000 selon la Banque nationale suisse). Elles bénéficient d'une bonne visibilité et d'une excellente réputation à travers le pays et la majorité d'entre elles sont membres de la dynamique Chambre de commerce Suisse au Maroc, basée à Casablanca.

#### 4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)<sup>11</sup>



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

<sup>9</sup> [Banque Nationale Suisse](#)

<sup>10</sup> Banque Nationale Suisse, [Bundesamt für Statistik](#)

<sup>11</sup> [SERV](#)



#### 4.7 Coopération au développement

Le programme de la Suisse au Maroc, qui s'appuie sur les activités suisses existantes dans le pays, en particulier dans le domaine des questions humanitaires et politiques, est mis en œuvre de manière coordonnée, cohérente et complémentaire. Différents services fédéraux sont impliqués : la Direction au développement et à la coopération (DDC) du DFAE, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), la Direction politique (DP) et notamment sa Division de la sécurité humaine (DSH), la Direction du droit international (DDIP) et le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM).

Le Maroc n'est pas un pays prioritaire pour la coopération économique du SECO. Toutefois, dans le cadre du programme suisse pour l'Afrique du Nord, le Maroc peut bénéficier de diverses initiatives régionales et globales ainsi que d'activités bilatérales sélectives du SECO. Par exemple, des projets sont actuellement mis en œuvre dans le domaine de l'accès au marché pour les produits régionaux typiques.

#### 4.8 Dernières visites (liste non-exhaustive)

2022 (09 – 12.05)	Mission au Maroc pour l'assemblée annuelle de la BERD, avec partie consacrée aux relations économiques bilatérales de la Secrétaire d'Etat Ineichen-Fleisch
2018 (28.06)	Visite de travail au Maroc de la Conseillère fédérale Doris Leuthard, accompagnée d'une délégation des secteurs énergie et transport
2016 (01-02.02)	Mission économique au Maroc de l'Ambassadrice Livia Leu (SECO), avec délégation d'entreprises
2015 (04-05.11)	Visite au Maroc du directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) W. Steinmann, avec une délégation de 22 entreprises
2015 (06.02)	Rencontre entre le Conseiller fédéral Schneider-Ammann et le Ministre marocain du Commerce Mohamed Abbou lors de l'ouverture de la Mustermesse Basel (MUBA).
2014 (04-05.09)	Visite de travail de la Conseillère fédérale Doris Leuthard à Rabat, auprès du Ministre de l'Energie M. Aamara